



Cinquième réunion ministérielle sur l'action climatique Sommaire du président

Des ministres et des représentants de 35 gouvernements et d'organisations internationales de toutes les régions du monde ont participé à la cinquième réunion ministérielle sur l'action climatique (5^e RMAC), convoquée par la Chine, l'Union européenne et le Canada, et organisée virtuellement par la Chine.

Les co-convocateurs souhaitent exprimer leur sincère gratitude aux ministres et aux représentants pour leur participation et leurs interventions au cours de la 5^e RMAC; ils souhaitent également remercier le Secrétaire général des Nations unies et le Secrétaire exécutif de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) pour leur présence.

Face aux menaces sanitaires et socio-économiques que représentent la pandémie et les défis environnementaux, les ministres ont reconnu l'urgence de prendre des mesures rapides pour lutter contre les changements climatiques. Ils ont insisté sur le maintien du multilatéralisme et de la solidarité ainsi que sur le renforcement de la coopération internationale afin de soutenir la mise en œuvre efficace de la CCNUCC et de l'Accord de Paris, ainsi que la réalisation des objectifs de développement durable.

Les ministres ont exprimé leur plein soutien au Royaume-Uni, qui assurera la présidence de la prochaine CdP26, et ont présenté leurs attentes pour une CdP26 réussie et fructueuse. À cet égard, ils ont appelé à une accélération de l'élan politique en faveur de l'établissement de cibles ambitieuses et la poursuite des efforts collectifs de toutes les parties en encourageant vivement les états qui ne l'ont pas encore fait à présenter des cibles nouvelles ou actualisées pour les contributions déterminées au niveau national (CDN) ainsi que des stratégies à long terme pour le développement à faibles émissions de gaz à effet de serre (SLT) avant la tenue de la CdP26. Les ministres ont également noté l'importance de faire progresser les travaux relatifs à leurs communications sur l'adaptation et/ou à leurs plans nationaux d'adaptation, selon le cas, ainsi que les efforts visant à remédier aux pertes et dommages.

Les ministres espèrent conclure les négociations sur les questions restantes relatives aux modalités de mise en œuvre de l'Accord de Paris lors de la CdP26. Le succès de la conférence de Glasgow contribuera à faciliter la mise en œuvre de l'Accord de Paris de manière globale, équilibrée et efficace, et à construire un système mondial de gouvernance climatique qui soit juste, équitable et centré sur une coopération gagnant-gagnant. À cette fin, ils ont résolu de travailler de manière créative, y compris dans des formats virtuels, en tenant compte des défis techniques et autres auxquels doivent faire face les pays en développement, afin de préparer le terrain tout au long de l'année 2021 de manière ouverte, transparente, consensuelle et menée par les parties.

Les ministres ont souligné que les parties et les autres acteurs doivent se concentrer sur des actions ambitieuses et pragmatiques pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris. Les ministres ont reconnu que, malgré les graves répercussions socio-économiques de la pandémie de COVID-19, de nombreux états ont proposé des cibles et des visions ambitieuses pour atteindre un avenir neutre en carbone. Bon nombre de participants ont également réitéré l'importance d'atteindre des émissions nettes nulles, conformément à l'Accord de Paris, notant que leurs citoyens, et en particulier les jeunes, réclament que cela soit fait de manière plus urgente. Pour traduire les engagements en actions d'atténuation et d'adaptation, les ministres ont partagé leurs expériences en matière de processus législatifs, de politiques, de mesures et d'instruments particuliers, notamment le déploiement des énergies renouvelables, l'élimination progressive des combustibles fossiles, les véhicules zéro émissions, le renforcement de la résilience, la tarification du carbone, le financement vert, les solutions climatiques fondées sur la nature telles que le boisement et le reboisement, la conservation de la biodiversité et la gestion des déchets. Les ministres ont également reconnu qu'une transition juste doit être conçue et prise en compte tout au long du processus de mise en œuvre.

Les ministres ont réclamé l'accélération de l'ambition en matière d'adaptation et de financement. Le défi climatique, combiné aux effets perturbateurs de la COVID, nécessitera un financement accru, en particulier pour les pays en développement, et des investissements conformes aux cibles de l'Accord de Paris, permettant la reconstruction et la relance verte. Dans ce contexte, les ministres ont appelé à la solidarité et ont souligné l'importance du soutien financier, technologique et de renforcement des capacités pour les pays en développement, en particulier pour les pays les plus pauvres et les plus vulnérables. Bon nombre de ministres ont également souligné que les parties devraient poursuivre les objectifs de l'Accord de Paris et le mettre en œuvre de manière à refléter l'équité et le principe des responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives, à la lumière des différentes circonstances nationales.

Les ministres ont mis en lumière les leçons tirées de la crise de la COVID-19 et ont souligné l'importance d'une collaboration mondiale pour l'action climatique et la transition verte. Le renforcement du dialogue et le partage d'expériences faciliteraient l'apprentissage mutuel, permettant aux différents pays de rechercher les solutions les mieux adaptées à leur situation nationale respective. Des technologies telles que les véhicules électriques, l'hydrogène vert, les infrastructures résilientes ainsi que la capture, l'utilisation et le stockage du carbone ont également été soulignées comme facilitantes et prometteuses. Les ministres ont encouragé tous les partenaires et toutes les parties prenantes, y compris les entreprises, les institutions financières, les gouvernements infranationaux, les villes, les communautés locales, les peuples autochtones, la société civile, les universités ainsi que différentes organisations et les jeunes, à déployer des efforts collectifs et à contribuer à un avenir vert, résilient, inclusif et durable.

Les ministres ont apprécié l'échange franc initié par la RMAC et se réjouissent de la collaboration future dans le cadre de ce forum. Les co-convocateurs ont appelé à une participation continue et à une mise en œuvre ambitieuse de l'action climatique.